

## Revoir les rapports de pouvoir

Stéphane Chiarello, *Université Populaire Libre*

Dans Le Devoir de philo du 2 mars 2019 signé par Céline Héguet sous le titre de L'anxiété comme moteur du néolibéralisme, l'auteure présente la thèse soutenue, dans leur essai, par Pierre Dardot et Christian Laval pour expliquer en quoi le contrôle de l'anxiété des travailleurs doit être contrôlé dans le but d'accroître la performance et d'ainsi répondre aux besoins de l'économie de marché. Il est à mentionner que, dans leurs ouvrages, les auteurs font un constat de la situation actuelle du marché du travail dans nos sociétés qui lui est teinté d'une idéologie néolibérale. Dans le même ordre d'idée, Jean-Pierre Durand a signé un ouvrage fort pertinent pour cette réflexion. *La Chaîne invisible: Travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire*, permet de comprendre de façon appliquée, comment les entreprises organisent le travail dans le but justement de faire du travailleur ce que Foucault nomme le sujet autogouverné. On passe donc de la pensée, chez Dardot et Laval, à l'acte chez Durand. Au-delà de ces observations sociologiques fort pertinentes, je suis d'avis qu'il y aurait matière à réflexion sur l'organisation de nos sociétés, mais cette fois sous l'angle politique.

Les constats faits par ces différents penseurs sont la conséquence directe de nos institutions politiques, lesquelles sont laissées aux mains des multinationales. À cet effet, on peut lire les différents ouvrages d'Alain Deneault qui nous explique en détail comment l'État est maintenant au service des multinationales. Dans *Offshore: paradis fiscaux et souveraineté criminelle* il spécifie que l'on est passé d'une politique de droit à une politique du droit pour illustrer le changement de paradigme. Les entreprises, habiles, utilisent le droit fait sur mesure pour elle plaçant ainsi, les États et par extension, les citoyens à leur service dans le but qu'ils deviennent des « collaborateurs » à l'augmentation du capital. Dans cette logique, l'humain devient un outil, au même titre qu'un ordinateur, afin de contribuer à l'accroissement financier. Afin de s'assurer de la collaboration du travailleur, comme le mentionne habilement madame Héguet, la stratégie est de rendre flou voire éliminer, la frontière entre vie personnelle et vie professionnelle. Le développement d'un nouveau langage comme celui de capital humain n'est certes pas étranger aux tactiques développées dans le but de contrôler les perceptions des travailleurs concernant leur rôle dans l'organisation.

Madame Héguet nous laisse sur ce constat sans élaborer des voies de réflexion dans le but éventuellement de solutionner ce problème.

Ce texte étant essentiellement centré sur les constats, je souhaite regarder deux avenues qui me semblent intéressantes à explorer. Tout d'abord, le problème ne se situe pas, à l'origine, au sein des entreprises, mais bien dans l'abdication du pouvoir, par les citoyens, aux mains d'une minorité. Ce que Noam Chomsky appelle le consentement sans consentement. Par conséquent, il est plus qu'urgent que le peuple se penche sur la façon de récupérer le pouvoir de décision. La deuxième avenue se trouve dans l'étude des théories du pouvoir. Notre système a été bâti par des hommes pour des hommes dans un cadre logique du pouvoir de domination tel que développé par Max Weber. Il y aurait lieu de creuser dans les thèses de plusieurs auteures féministes qui ont développées une autre façon de voir les relations de pouvoir. À cet effet, Hannah Arendt propose déjà de faire basculer le pouvoir de domination vers un pouvoir-en-commun qu'elle définit ainsi : « Le pouvoir consiste en l'aptitude de l'homme à agir, et à agir de façon concertée. Le pouvoir n'est jamais une propriété individuelle ; il appartient à un groupe et continue à lui appartenir aussi longtemps que ce groupe n'est pas divisé » (Arendt, 1972). On passe donc ici d'une logique de domination par un individu à un pouvoir pris par un groupe. Certes, il y a toujours, dans la théorie d'Arendt, la possibilité d'un groupe en opprime un autre, mais cette porte sera fermée par Clarissa Rile Hayward qui mentionne qu'un groupe ne peut exercer un pouvoir au détriment d'un autre groupe et que, par conséquent, le pouvoir doit passer d'un pouvoir sur à un pouvoir avec. Elle vient donc de poser la dernière pierre à une société de collaboration plutôt que de domination.

La réflexion doit nécessairement se poursuivre, à preuve que nous ne sommes pas à un paradoxe près madame Héguet débute son Devoir philosophique en présentant l'action d'une multinationale qui a bien assimilé les notions véhiculées par les stratèges du marketing suggérant d'utiliser l'image sociale comme outil de développement de l'organisation. Parler des vices du néolibéralisme tout en faisant une infopublicité pour une entreprise qui s'insère dans ce système est une faute que l'on aura tât fait de pardonner à madame Héguet qui aura touché notre curiosité à creuser davantage le sujet.